DEUXIEME ANNEE. — N° 71

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 1917.

Ce qu'il faut dire...

10 Centimes

PARAISSANT { A Paris, le Vendredi. En province, le Samedi.

ABONNEMENTS

PARIS ET DÉPARTEMENTS :
Un an..... 6 Fr. Six mois..... 3 Fr.
Trois mois..... 1 Fr. 50
ETRANGER : Un an..... 8 Fr.

RÉDACTEUR PRINCIPAL : SÉBASTIEN FAURE

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
PARIS — 69, Boulevard de Belleville, 69 — PARIS

ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL A L'ADMINISTRATEUR

NOTRE ENQUETE

sur le

Syndicalisme en France

RÉSULTATS D'ENSEMBLE

Le 1er mai 1917, *Ce qu'il faut dire* a ouvert une enquête sur le syndicalisme en France.

A cette époque, j'ai exposé la gravité et les conséquences de la crise que traverse, depuis août 1914, le syndicalisme français, et j'ai résumé en quatre questions les points précis sur lesquels les travailleurs organisés étaient priés de se prononcer nettement, franchement.

Les réponses qui nous sont parvenues sont au nombre de 3.208. Ce chiffre est déjà élevé ; mais il est juste de remarquer que plusieurs centaines de ces réponses portent la signature de camarades qui s'expriment au nom de leur organisation et traduisent ainsi la pensée de milliers et de milliers de syndiqués.

Il nous suffira de noter le fait pour que nos lecteurs en tiennent compte et donnent à la consultation, dont ci-dessous les résultats, sa véritable portée.

Ces résultats, les voici question par question :

1re QUESTION. — *Estimez-vous, comme le prétendent certains, que patrons et ouvriers ayant, au cours de cette longue guerre, vécu côte à côte et fraternisé dans les privations, les fatigues et le danger, la lutte entre salariants et salariés doit perdre le caractère irréductible et violent qu'elle avait avant 1914 et tendre désormais à un rapprochement, à une entente, à une manière d'association entre capitalistes-employeurs et prolétaires-employés, entente dont l'aboutissant serait de substituer la collaboration des classes à la lutte des classes ?*

Sur cette première question 3.189 réponses se sont affirmées pour la lutte des classes aussi âpre et implacable après la guerre qu'avant. 19 réponses seulement se sont prononcées en faveur d'une lutte des classes moins violente ; pas une voix ne s'est élevée en faveur de la collaboration des classes.

2e QUESTION. — *Si vous êtes de cet avis, êtes-vous favorable à l'adoption des multiples mesures destinées à réaliser cette collaboration des classes ? Et notamment :*

a) A l'établissement d'un barème fixant tous les salaires, comme la chose existe présentement pour la production de guerre ?

b) A l'attribution aux travailleurs d'une part dans la direction des usines, chantiers, ateliers et administrations?

c) A la participation des ouvriers aux bénéfices de toute entreprise à laquelle ils collaborent ?

d) A l'arbitrage obligatoire destiné à prévenir tout conflit entre patrons et ouvriers et, en cas de conflit, à régler celui-ci à l'amiable?

Logiquement, les chiffres ci-dessus devraient se retrouver ici. Il y a cependant une légère différence :

2.962 réponses repoussent les diverses mesures a-b-c-d.

246 les acceptent et donnent en faveur de cette acceptation trois raisons principales : la première, c'est que les luttes engagées dans le but de faire triompher ces diverses mesures stimuleront l'activité syndicale ; la deuxième, c'est que l'effort, ainsi réalisé, étant de nature à intéresser et même à passionner les travailleurs épris de réalisations immédiates plus que l'idéal, favorisera le recrutement corporatif ; la troisième, c'est que l'application de ces diverses mesures apporterait de notables améliorations d'ordre matériel et moral à la condition des salariés.

3e QUESTION. — *Pensez-vous que le Syndicalisme a le devoir impérieux de conserver farouchement sa complète autonomie et que, partant, le mouvement syndicaliste doit rester totalement indépendant de l'action gouvernementale, de celle des partis politiques, y compris le parti socialiste et tous les autres groupements étrangers à la C. G. T. ?*

Nous retrouvons ici, à peu de chose près, les résultats afférents à la première question.

3.176 réponses sont favorables à l'autonomie intégrale de l'action syndicaliste et à son indépendance complète à l'égard de tous les groupements politiques, y compris le parti socialiste ; 32 réponses seulement sont favorables à une entente durable et méthodique avec le parti socialiste.

4e QUESTION. — *Si tel est votre sentiment, considérez-vous que les syndicalistes qui, depuis 1914, font partie, au titre de représentants de la C. G. T., du Comité d'action, du Comité du Secours national ou de tout autre groupement similaire, doivent s'en retirer ?*

C'est ici que s'accuse le plus la perplexité des milieux syndicalistes : 2.844 réponses invitent les syndicalistes à se retirer du Secours National et du Comité d'action. 261 réponses les invitent à quitter le Secours National, mais à rester au Comité d'action ; enfin 103 expriment le désir que les syndicalistes restent non seulement au Comité d'action mais encore au Secours National.

***

Mes commentaires seront brefs : l'éloquence des chiffres qui précèdent me dispensent d'en écrire plus long.

10 lignes censurées

Les intérêts contradictoires du Capital et du Travail se retrouveront face à face et s'opposeront avec d'autant plus d'âpreté que, d'une part, nombre de propriétaires, industriels et commerçants éprouveront vivement le besoin de se remettre en selle et d'éperonner vigoureusement leur monture vers la fortune, et que, d'autre part, les nécessités de la vie exigeant un salaire élevé, les ouvriers revendiqueront véhémentement une rémunération en rapport avec la cherté de tout.

Barème fixant le taux de tous les salaires, attribution aux travailleurs d'une part effective de direction, participation des ouvriers aux bénéfices, arbitrage obligatoire, il est à présumer que ces diverses mesures seront présentées par toute la presse bourgeoise et une fraction de la presse ouvrière comme constituant en faveur du Travail de sérieux avantages et de précieuses garanties. Il en résultera que, au début, ces mesures exciteront les convoitises du prolétariat et obtiendront son appui ; mais il est à prévoir que cet engouement sera éphémère et que, flairant peu à peu, puis découvrant enfin le piège, la classe ouvrière ne tardera pas à se désintéresser de ces pseudo-conquêtes, voire à les condamner.

Vues d'ensemble, les réponses à la troisième question sont excellentes : il convient d'affirmer que les syndicats doivent rester tout à fait indépendants, que le syndicalisme étant un mouvement ayant des fins propres et des méthodes à lui, il est de sa nature qu'il trouve en soi tous les éléments de vie et de développement dont il a besoin, qu'il ne doit emprunter à aucun autre groupement les forces indispensables à son action. Tout cela, c'est, si je ne m'abuse, la justification de la formule bien connue : « *Le Syndicalisme se suffit à lui-même* ». Cette déclaration de complète autonomie est donc excellente et il est très désirable que la C. G. T. s'en inspire et ne s'écarte jamais de l'attitude qui en découle.

@@@

De l'examen impartial des résultats de notre enquête il est permis de conclure que, malgré certaines apparences fâcheuses et quelques reniements regrettables, les syndicalistes sont restés fidèles aux principes et aux méthodes qui prévalaient avant la guerre. C'est un fait dont tous les véritables amis de la classe ouvrière se réjouiront grandement.

J'exprime ici le regret que certains syndicalistes notoires — je ne veux désigner nommément personne — n'aient pas jugé à propos de nous adresser leurs réponses et de les expliquer.

Notre enquête semble unilatérale.

Nous ne saurions être rendus responsables. Nous avons fait appel à tous et nous ne sommes pas cause que seuls — ou à peu près — aient répondu ceux que la guerre n'a pas pénétrés de l'esprit « Union Sacrée », ceux qu'elle n'a pas convertis à la défense nationale et à la collaboration des classes.

Mais tous les autres n'existent peut-être qu'en nombre infime.

Sébastien FAURE

Propos Candides

Une sale blague

Moi, j'aime à m'instruire. Aussi je lis une quantité anormale de petits canards dont oncques personne ne connut jamais l'existence. C'est ainsi que j'ai pu vous narrer jadis les joyeuses facéties de la Gazette des Sourds et Muets, *et les graves élucubrations du* Journal des Culs-de-Jatte. *Hier m'est tombé sous la pupille un numéro — confidentiel s. v. p. — de l'*Intérêt public : organe de la Société protectrice des citoyens.

Vous croyez que j'abuse, et qu'il n'y avait que les chevaux de fiacre qui fussent protégés contre la brutalité des collignons. Vous végétez tout simplement, lecteurs bénévoles, dans l'ignorance la plus noire. Le citoyen est protégé contre les abus par une société dont le président est le docteur Goupil *et dont les membres fondateurs sont, jugez-moi ce gratin :* Victor Hugo, Louis Blanc, G. Clemenceau (*oui ! madame*), Henri Rochefort, Auguste Vacquerie, Paul Meurice, Yves Guyot, de Heredia, de Lanessan, *etc., et* moult autres seigneurs de haulte gresse, *comme disait maître Rabelais.*

Eh bien, sous l'égide de ces notables personnages, la ligue protectrice des citoyens *vient d'adresser au président de la République une lettre qui n'est pas, si j'ose dire, dans une voiture à bras.*

Elle est même frappée au coin de l'ironie la plus féroce et constitue ce que j'appellerai familièrement : une sale blague.

Oyez :

90 lignes censurées

Candide.

N'OUBLIEZ PAS

de réclamer chez tous les marchands de journaux, avec le 2e numéro d'octobre, la brochure :

LES PROFITEURS DE LA GUERRE

Par MAURICIUS

C'est le plus formidable réquisitoire qui ait été jusqu'ici dressé contre les maîtres de la métallurgie et de la haute finance.

PROGRÈS ET DEMOCRATIE

L'idée de diviser les hommes en deux grandes catégories : ceux du passé et ceux de l'avenir, n'est pas une idée nouvelle.

Y a-t-il des idées « nouvelles » d'ailleurs ? C'est ce que l'on ne sait trop, et Rémy de Gourmont, dont pourtant l'activité cérébrale fut prodigieuse, avait raison d'écrire : « On a tant pensé avant moi que j'ai l'air d'un reflet ».

Du mélange des vieilles images élémentaires, naît cependant chaque jour une nuance nouvelle, comme naissent des effets nouveaux, harmoniques ou colorés, d'associations inédites des notes d'une gamme ou des tons d'une palette.

Homme du passé, homme de l'avenir ? ce sont là qualifications un peu vagues, et n'étant au fond que l'expression de deux états d'esprit contradictoires : le pessimisme et l'optimisme.

Si l'on veut juger plus justement de la valeur sociale d'un individu en se basant sur sa psychologie, il est une question entre toutes dont la réponse sera singulièrement explicative : « Croyez-vous au progrès ? »

Léon Werth attribuait naguère, ironiquement, aux seuls « primaires » la foi au progrès. Effectivement les gens appartenant à « l'élite » affectent presque toujours un scepticisme élégant lorsque ce mot est prononcé devant eux.

Cependant je pense qu'aucun de ces aimables « dilettanti » n'oserait nier le progrès matériel. Si nous comparons notre vie moderne, son confort, son hygiène, sa commodité, notre machinisme complexe, nos habitations, toute notre ambiance familière en un mot, au milieu grossier dans lequel se mouvait l'homme du moyen âge, il est évident que la notion du progrès matériel s'impose sans autre argumentation.

Il n'en est pas de même dans l'ordre moral, et la question est épineuse de savoir si les hommes valent mieux de nos jours qu'à l'époque lacustre par exemple.

On vante beaucoup les civilisations passées ; certains, éblouis par les attrayantes peintures que firent de Babylone, de Memphis, d'Athènes ou de Rome d'enthousiastes historiens, vivent dans un regret grognon des sociétés abolies, et vont répétant que l'antique sagesse est perdue. Ceci est une illusion.

D'autres, illuminés par une vision future, imaginations surchauffées par le désir eudémoniste, marchent dans la vie tels des prophètes bibliques, et annoncent véhémentement la venue du « Royaume de Dieu »... autre illusion !

Anachronisme en deçà, anachronisme en delà. Soyons sérieux et essayons de voir clair dans l'évolution de notre espèce.

Ce n'est que grâce aux lents tâtonnements empiriques que s'est accrue l'expérience des hommes. La science expérimentale commence seulement à donner des résultats, et peu à peu augmente le nombre des esprits libérés de l'inquiétude ignorante des primitifs.

Si l'intelligence humaine paraît soumise à une loi de constance, son contenu, la connaissance, s'est puissamment accru en ces derniers siècles. En est-il résulté un perfectionnement moral de l'humanité prise dans son ensemble ? Cela est certain pour tout observateur vraiment attentif.

Passant récemment aux Champs-Elysées, je vis un immeuble neuf dont l'apparence architecturale exprimait clairement le désir dominant de l'époque : vivre confortablement. Gravé au dessus du seuil je lus le nom d'une couturière mondaine, quelques autos luxueuses stationnaient devant la porte, et regardant tout cela, je me souvins fort à propos de ce passage d'un historiographe de la Grèce ancienne :

« Il y avait dans Corinthe de très belles maisons, les plus remarquables étaient celles des riches marchands d'étoffes et de parures dont le luxe dépassait souvent celui des magistrats de la cité. »

Ayant ainsi constaté l'injustice de la répartition des biens de ce monde à Corinthe comme à Paris, j'allais me laisser envahir par un sombre et négateur pessimisme quand il me revint que n'existait en Grèce aucun groupe d'hommes ayant basé leur action sociale sur l'idée d'égalité économique. D'avoir exprimé avec précision ce désir, cela constitue un indéniable progrès, dont l'Evangile fut une étape et le socialisme une autre.

L'amélioration de l'état social s'accomplit très lentement et à travers bien des vicissitudes. La guerre actuelle apparaît aux esprits chagrins comme une sanglante dénégation au large optimisme de ceux qui croient au progrès. Il convient de tempérer la joie mauvaise de ces pessimistes : La guerre est un accident, une régression momentanée qui pour le philosophe ne prouve rien.

S'ensuit-il donc que le progrès soit strictement matériel et que le niveau éthique des peuples modernes se puisse situer à l'étiage des mégalithiques ou à peu près ?

L'accroissement numérique des hommes est un facteur dont on oublie trop souvent l'importance. Quel est le rapport entre le nombre actuel des civilisés véritables et la totalité des hommes ? Ce rapport est-il supérieur à celui qu'aurait donnée la société égyptienne par exemple ?

Si le coefficient de civilisation s'est augmenté, c'est sans doute dans une très faible proportion. Du point de vue moral on peut affirmer que Gourmont eut raison lorsqu'il écrivit : « Le progrès s'accomplit en spirales, pour les esprits superficiels le monde paraît tourner ».

D'autre part, qu'est-ce donc qu'un « civilisé » ? Je propose, pour ma part, cette définition. Un homme qui trouve en lui-même, et en lui seul des raisons suffisantes d'agir selon ce précepte attribué à l'Evangile : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit. »

Le nombre de ceux-ci s'est-il accru ? Serait-il supérieur dans une société monarchique que dans une démocratie ?

A ces questions on peut répondre sans crainte que le progrès moral n'est pas sans rapports avec la forme sociale, et que si l'éducation seule peut donner des résultats en ce sens, il est des formes de société qui permettent plus ou moins l'éducation morale des peuples.

Dans une encyclique, le pape Benoît XV protestait contre l'amour exagéré que — d'après lui — montrent les hommes des biens matériels ; d'autre part, Ziegler écrivit naguère : « La question sociale est une question morale ». A tous deux je répondrais : « La civilisation est fille du loisir. Donnez aux hommes le temps de penser, de réfléchir ; éduquez-les, permettez-leur d'affiner et de développer leur sensibilité, et le niveau moral suivra un processus ascendant beaucoup plus rapide que ne le permet l'actuel chaos social, qui n'est qu'un vaste champ de bataille de l'homme contre l'homme. La démocratie bourgeoise a failli à sa tâche comme avant avaient failli les monarchies.

Nous autres, anarchistes, répétons ces vérités depuis longtemps. On feint de l'ignorer et on nous appelle dédaigneusement utopistes.

Nous savons, certes, que le progrès est lent, mais cependant il existe et nous reprenons à notre compte cette belle parole de Remy de Gourmont : « Construisez des paradis, utopistes, il en restera toujours quelque chose ».

GENOLD.

PENSÉES DE TOUJOURS

On cite souvent l'exemple de l'Allemagne, et on croit que le grand développement du commerce allemand est lié à ses conquêtes de 1870. *Post hoc, ergo propter hoc*, suivant le vieux sophisme. Mais j'ai beau essayer de comprendre, je ne puis me persuader que l'Allemagne exporte plus facilement ses produits chimiques, ses charbons et ses fers, parce qu'elle a un million d'hommes sous les armes. Si elle a conquis une des premières places parmi les nations commerçantes, cela tient au croît de sa population, à l'intelligence et au labeur de ses enfants. C'est malgré la guerre, malgré le militarisme, qu'elle a pris cette grande expansion industrielle.

Si l'on en doute, qu'on pense à la Belgique, qui n'a rien de bien militaire, qui n'a pas eu la victoire de Sedan. Alors qu'en Allemagne l'exportation annuelle (en 1903) a été de 114 francs par tête, elle a été en Belgique de 304 francs, c'est-à-dire trois fois plus considérable. Dans la Suisse, moins militaire encore, si possible, que la Belgique, l'exportation a été de 312 francs par habitant.

Ch. RICHET : (*La Guerre et la Paix*, p. 141.)

Ch. RICHET,
(*La Guerre et la Paix*, p. 147.)

... Rien n'est plus beau que de mourir pour la vérité

Quoique les affres des blessés et les gémissements des agonisants m'inspirent grande compassion, au lieu de m'attendrir sottement sur leurs malheurs, et de courir chercher du linge et de l'acide phénique pour panser leurs plaies, je préfère employer tout mon énergie à empêcher que de tels massacres stupides ne se renouvellent.

Mieux vaut après tout n'être pas blessé que d'être très bien soigné, après blessure, dans une excellente ambulance, par des chirurgiens distingués.

Il ne faut donc pas confondre le vrai esprit pacifique avec la sensiblerie humanitaire qui gémit sur des maux qu'elle ne cherche pas à arrêter. La vraie humanité porte à l'action, non au gémissement : soigner des blessés, c'est un gémissement ; empêcher qu'on ne fasse des blessés, c'est de l'action.

Ch. RICHET,
(*La Guerre et la Paix*, p. 206 et 207.)

POUR ET CONTRE STOCKHOLM

Encore que les journaux italiens ne m'arrivent pas toujours régulièrement — ce qui me fait perdre parfois le fil de la discussion — j'ai suivi mon mieux les polémiques qui passionnent les milieux révolutionnaires et anarchistes de la péninsule.

Pendant que l'*Avvenire anarchico*, la *Guerra di Classe*, l'*Unione sindacale italiana* et *il Comitato d'azione internazionale anarchico* reproduisaient, en le contresignant, le mémoire que j'avais présenté, à Paris, aux délégués du Soviet, divers camarades, en particulier les anarchistes de Milan, groupés autour de la *Cronaca libertaria* et même certains rédacteurs de l'*Avvenire anarchico* fournissaient des arguments contre la participation anarchiste à Stockholm.

Ces arguments peuvent se résumer ainsi :

1° Les anarchistes ne sont pas des politiciens et l'anarchisme n'est pas un parti politique.

10 lignes censurées

2° Stockholm est un Congrès légalitaire, et nous ne pouvons nous rencontrer avec des politiciens, même pacifistes,

3° L'action anarchiste est une action négative, l'anarchisme ne construit pas : il détruit ; son action est toujours illégale. Le fait *politique extérieure* est un fait qui peut intéresser le socialisme qui vit et se développe dans l'Etat, mais ne peut intéresser l'anarchisme, lequel est la négation absolue de toute forme de vie étatiste.

4° L'initiateur de Stockholm est le Soviet russe qui, ces derniers temps, s'est signalé par la répression des anarchistes et des maximalistes.

5° C'est un acte anti-anarchiste que d'envoyer des délégués, ces délégués ne peuvent représenter qu'eux-mêmes et ne peuvent parler au nom des anarchistes d'Italie, de France et d'ailleurs.

Enfin, 6° : Si les anarchistes allaient à Stockholm, ils seraient impuissants à faire quoi que ce soit ; malgré leur énergie, ils ne pourraient, vu leur petit nombre, réagir contre la masse des « condottieri » de la politique et leur compromission n'aura servi qu'à montrer la faiblesse anarchiste.

Voici, je crois résumés impartialement les arguments donnés contre la participation anarchiste à Stockholm.

Ces arguments ne sont pas sans valeur. Ils sont même dans leur esprit, sinon dans leurs détails, irréfutables.

Ils partent de ce point de vue que l'anarchisme est une philosophie individualiste qui, niant le principe d'autorité et n'acceptant le fait social qu'autant qu'il augmente la force et la liberté de l'individu, place cet individu dans un état constant de légitime défense contre tout ce qui tend à le sacrifier et même à l'amoindrir.

Or, il est indéniable qu'en participant à un Congrès tel que celui de Stockholm, l'anarchiste doit subir des formes de légalité qui attentent à ses principes ; qu'il est obligé de représenter d'autres hommes, d'être *délégué* par voie de vote, de *voter* lui-même peut-être : toutes choses contraires aux idées essentielles qu'il a débattues et formulées dans sa théorie.

Enfin, il risque de faire le jeu des gouvernements et semble sanctionner par sa présence même les partis qu'il a de tout temps combattus.

Je connais d'autant mieux ces idées que ce sont celles-là mêmes que j'ai propagées pendant dix ou douze ans.

Je ne le regrette d'ailleurs pas.

Si j'ai un peu contribué à ce que l'anarchisme ne tombe pas dans les basses sentines du parlementarisme et de la démagogie ; si j'ai réussi à libérer quelques hommes de leurs préjugés et à en faire des conscients sachant trouver en eux la force, sinon de se débarrasser des contingences, au moins de diminuer leur nocivité, je n'ai pas perdu mon temps.

Ces idées, je ne les renie pas : elles m'apparaissent encore aujourd'hui comme la base même de notre philosophie ; mais ce que je commençais à apercevoir dans ma brochure sur *Le Nouvel Individualisme*, et ce que la guerre m'a démontré surabondamment, c'est que nous avions fait dans l'application de ces idées un usage erroné.

Nous avons vécu dans l'absolu, dans l'irréalité.

Et, tandis que nous errions à la recherche des vérités éternelles, les janissaires de Mahomet assiégeaient Byzance et la barbarie déferlait sur notre logique inutile.

Mourir en beauté est une attitude, et j'aime à croire qu'Epictète, à qui son maître cassait la jambe, devait se sentir intérieurement hanté des grandeurs du stoïcisme, mais j'avoue que j'eusse préféré que cet esclave se fût libéré de la servitude, eût-il dû pour cela s'allier avec d'autres esclaves inférieurs en vertus et en esprit.

J'admire l'anarchiste drapé dans les splendeurs de l'idée pure qui se refuse à condescendre aux relativités, mais cette attitude contribue-t-elle à diminuer réellement la force et la nocivité de l'autorité ?

Là est la question, et pas ailleurs.

Dans les mollesses du temps de paix, il put convenir à nos dilettantismes de spéculer sur des abstractions; mais, en pleine tourmente, alors que le monde est en feu et que nous marchons dans un vertige vers un inconnu formidable il faudrait que nous fussions fous pour rester figés dans des formules comme des bonzes dans les « credo » sacrés.

Je présume qu'il y a au delà des Alpes comme en de-çà, des grotesques qui se regardent chaque matin dans les glaces, en croyant qu'ils sont Zarathoutra.

Ce n'est pas à ceux-là que je m'adresse.

Je demande à tous les camarades sincères et qui ne sont ni frappés de mégalomanie, ni atteints d'indolence, s'il ne leur apparaît pas urgent de rendre *pratiques* et *efficaces nos idées*, si belles dans nos livres de philosophie.

Or, aucune besogne ne m'apparaît plus immédiate ni plus pressante que celle qui consiste à grouper autour de quelques principes concrets, tangibles, précis, le plus grand nombre d'hommes possible.

Quand le feu est à une maison, il urge de l'éteindre avec le moins de dégâts possibles. Or, le feu est au monde entier ; faut-il faire passer aux pompiers bénévoles un examen d'orthodoxie avant que de les admettre ?

Je suis partisan de la plus large tolérance à condition de rester sur le terrain solide de la lutte internationale contre le capitalisme et les gouvernements qui en sont l'émanation.

Etre forts, voilà la condition *sine qua non* d'exister : or, la force puise ses éléments et dans la précision de la pensée et dans la netteté et la clarté des buts à conquérir, et dans l'énergie de réalisation et dans l'unité de direction des activités.

Pour réaliser ces conditions sans lesquelles l'anarchie n'est qu'un rêve contemplatif et ne sera qu'une chimère éternelle, il faut que nous sortions des formules d'avant-guerre et des rites que nous avions coutume d'accomplir quand le temps permettait les gestes purs et inutiles.

Rester anarchistes, bien sûr, toujours et par-dessus tout être nous-mêmes ; mais ne dédaigner aucune force capable de nous aider à nous réaliser.

Je trouve d'ailleurs des idées semblables dans un article remarquable de l'*Avvenire anarchico*, signé « Quand-même » :

« Coopérant sur le terrain de l'action à tous les mouvements qui sont dans notre direction et avec lesquels nous coïncidons même momentanément, évitant autant que possible d'attaquer les forces socialistes et ouvrières qui sont dans l'opposition anti-guerrière, maintenant nos critiques sur le terrain de la controverse, nous devons cependant être et rester anarchistes. »

C'est la même idée qui fut adoptée au Congrès de Ravenne :

« Le Congrès affirme que nous devons continuer la lutte la plus irréductible contre les partis bourgeois, y compris les fractions qui se tournent vers le pacifisme. Envers le Parti socialiste, le Congrès repousse toute idée de bloc plus ou moins rouge, mais déclare nécessaire que dans les polémiques avec le Parti italien, on doit maintenir la plus grande sérénité et ne pas négliger les relations de bon voisinage avec les éléments les plus près de nous. »

C'est dans cet état d'esprit et pour ces raisons que je suis partisan d'aller à Stockholm.

J'ai la conviction que nous y rencontrerons des éléments qui nous soutiendront dans notre lutte contre les félons et les traîtres qui ont sacrifié la classe ouvrière sur les autels du capitalisme.

J'ai la conviction que ce sera sinon un acheminement vers la réalisation de notre idéal, au moins un moyen excellent de propagande, en montrant que les anarchistes existent et qu'ils savent ce qu'ils veulent.

Et comme je l'écrivais à *Borghi*, dans une lettre que le *Comité d'action internationale* a fait sienne et qui est parue dans le numéro 33 de l'*Avvenire* :

« A Stockholm, nous verrons à nous entendre entre nous pour savoir sur quelles bases et avec qui nous pourrons reconstituer la troisième Internationale.

« Pour le moment, la chose importante est de faire entendre notre voix et de ne pas être absents d'une réunion dont les conséquences seront incalculables pour l'avenir de l'Humanité. »

Ce ne sera d'ailleurs pas chose facile.

Lors de la réception à Paris des délégués italiens *Lazzari*, *Modigliani* et *Serrati*, le camarade *Péricat et moi* leur avons posé des questions précises :

« Les camarades du Soviet, dit Péricat, nous ont dit que les sections syndicales non adhérentes au bureau de Berlin et les anarchistes devaient, s'ils désiraient participer à Stockholm, faire la demande au Parti socialiste de leur pays ; quel sera dans ce cas votre attitude ? »

Serrati fut catégorique :

« Nous ne sommes pas les organisateurs de Stockholm ; mais, si on nous consulte, conformément aux statuts de l'Internationale, nous répondrons : non. »

Ce à quoi je retorquai que eux, dirigeants du parti socialiste italien, pacifistes et révolutionnaires, acceptaient de discuter avec les socialistes qui ont trahi et pactisé avec la bourgeoisie et rejetaient les seuls éléments restés fidèles aux principes internationalistes.

Ils ne répondirent pas.

Or le parti italien est l'organisateur de Zimmerwald et l'extrême-gauche de la deuxième Internationale. Jugez des autres sections socialistes.

Ce n'est donc que par une action précise, concrète, énergique, que nous pourrons nous imposer, et peser du poids de notre logique dans la terrible balance où se joue le sort de l'humanité.

C'est à cette besogne que je vous convie, frères de l'autre côté des Alpes, qui du haut de votre tour d'ivoire discutez encore sur l'orthodoxie de tel ou tel geste, quand nos principes, nos libertés, nos existences vont peut-être sombrer dans la tourmente, si nous ne savons pas opposer à temps à l'union sacrée des bourgeois la force de nos vouloirs et l'union de nos énergies.

MAURICIUS.

Coups de Trique

Ce qu'ils font.

D'après les *Birgevia Viedomosti*, il se manifeste à Pétrograde une vive réaction contre tous les partis bourgeois. Après la proclamation de la République, le Soviet réclame la dissolution de la Douma et l'éloignement du pouvoir des représentants des partis moyens et des cadets ; le gouvernement doit décréter immédiatement la distribution aux paysans de toutes les terres, et cela sans indemnités, le contrôle effectué par les ouvriers de la production industrielle, la nationalisation de toutes les industries les plus importantes, le séquestre des capitaux et la confiscation des bénéfices de guerre.

Il n'est pas possible, si la révolution russe vise à effectuer ce programme, que les puissances de l'Entente continuent à accorder une grande confiance à la coopération de l'armée russe aux plans de guerre.

Etonnez-vous, après ça, que ce pauvre Hervé perde la tête et préfère cette bonne vieille révolution française qui nous fut « chère » à tous.

Questions écrites.

Par la voie de l'Officiel, M. Geo Cérald à propos des mines de l'Ouenza ; G. Bonnefous, à propos d'une subvention mensuelle accordée sur les fonds secrets à un journal du soir, et tutti quanti, *posent des questions aux ministres avec l'assurance qu'il n'y sera jamais répondu.*

Ainsi donc, il existe un pays où les questions sont indiscrètes.

Si cela vous semble bizarre, c'est que vous ignorez complètement le degré de culture et les mœurs de ce singulier pays.

Ne me demandez pas comment il se nomme, je suis trop bon Français pour vous le dire.

L'espionnite.

*Sous la signature de Léon Daudet, le styliste de l'*Abjection française, *la perle suivante est enchassée dans le numéro du 21 septembre, 1re page, 4e colonne :*

« Ce complot a été à deux doigts de la réussite, il ne s'en est fallu que d'un cheveu ! »

Oh ! ce cheveu de deux doigts ! Cela vous a quelque chose de précis, de mathématique, de tangible. On est estomiré. C'est comme ce « nid » de vipères qu'il faut détruire à fond. *Pauvre nid !*

Et plus loin : « Il ne s'agit pas de politique ; il s'agit du salut de la France. »

Crois-moi, maître Aliboron, si tu fais un distinguo entre la politique et le salut de la France, c'est que les poils de ta crinière ont plus de deux doigts d'épaisseur.

Précisions.

Sous l'épithète « d'anarchiste », la grande presse a publié l'information suivante :

On mande de Toronto au *Times* que Monette, le principal chef de la bande des dynamiteurs de Montréal et de Québec, a été arrêté. Il comparaîtra très prochainement devant le tribunal, sous l'inculpation de vols et assassinats. »

Rappelons une fois pour toutes que les anarchistes n'ont pas de chefs et n'en reconnaissent aucun.

5 lignes censurées

Heureuse initiative,

Au nom de la Ligue des patriotes, M. Maurice Barrès sollicite notre concours en vue d'une propagande belliciste. Il nous propose la diffusion d'un « papillon » portant cette logique exhortation : Tous les patriotes, au front !

Nous prévenons le sympathique député des Halles que nous collaborerons à cette œuvre saine dès que sa ligue voudra bien corriger sa formule comme suit : « Tous les patriotes et rien que les patriotes au front ! »

On opère.

Vous allez voir, ça va barder ! Il nous manquait deux Comités. On les a. Un « arrêté », portant création d'un comité de guerre *est maintenant revêtu de la griffe du président du Conseil. De plus, un « décret » institue le* comité économique *et règle son fonctionnement.*

Nous espérons tous que les études approfondies et « poussées » ainsi que les travaux opiniâtres de ces deux Comités nous achemineront méthodiquement vers l'ère encore lointaine de la paix dans le bonheur.

Encore un tantinet de patience, s. v. p.!

La manne.

M. Fitz-Gerald, membre du Congrès et rapporteur de la commission du budget, vient de publier le chiffre des prévisions de dépenses du gouvernement des Etats-Unis pour la période finissant le 1er juillet 1918.

Ce chiffre s'élève à plus de 85 milliards. Rien que pour l'aviation le crédit prévu est de 3 milliards 200 millions.

A ce taux, le gouvernement des Etats-Unis dépensera pour la guerre 250 millions par jour, dépassant ainsi l'Angleterre, dont la moyenne trimestrielle la plus élevée a été de 197 millions par jour (déclaration de M. Bonar Law, chancelier de l'Echiquier, du 12 juin).

En France, on se contente d'une dépense moyenne de 135 millions par jour.

lignes censurées

Evidemment.

Continuant d'examiner le rapport des professeurs Pinard et Richet, l'Académie de médecine s'est prononcée sur les mesures d'ordre répressif de nature à combattre l'avortement. Elle a notamment souscrit à toute modification dans la législation susceptible de l'enrayer.

Puis, ayant fait cette réserve qu'il était de son devoir d'indiquer préventivement la prophylaxie de l'avortement, la docte assemblée, sous l'inspiration d'un de ses membres éminents : le seigneur de La Palice, déclara le plus sérieusement du monde que « lorsque la procréation ne sera plus pour la femme ni une charge ni un déshonneur, le nombre des avortements sera considérablement réduit. »

Qu'en pensent nos repopulateurs impétueux ?

Encore un espion.

Quand un espion rencontre un autre espion, ça fait, dit-on, deux espions qui se rencontrent. Comme preuve le fait suivant relaté par le journal « La Suisse » *de Genève :*

« Un grand ami d'un grand politicien de France était venu s'installer à Genève, et ses relations lui permirent d'expédier chez d'autres voisins un certain nombre de wagons de café, dit-on, qui lui procurèrent de gentils bénéfices, quelque 45.000 francs, paraît-il.

« Puis il partit. Mais il avait laissé aux soins de sa logeuse une cassette. Celle-ci fut ouverte. On y trouva d'étonnants papiers, dont la divulgation ennuierait fort c'est certain, le grand politicien de France.

« Depuis, il réside à l'autre bout de la Suisse. On lui a fait comprendre qu'après l'histoire de la cassette sa présence serait gênante pour beaucoup de ses anciens amis... »

Fi donc ! monsieur le grand politicien de France, vous avez de mauvaises fréquentations...

L'effort américain.

C'est toujours d'Amérique que sont venues, rehaussées de chiffres impressionnants, les nouvelles les plus étourdissantes. La dernière, télégraphiée de New-York au Times, *annonçait que près de dix millioons d'hommes sont appelés à passer la revision pour le service militaire obligatoire.*

10 lignes censurées

Le Poilu de l'Arrière.

Erreurs Nationalistes

M. A. Lefèvre (n'est-ce pas le même qui se trompa assez grossièrement un peu avant la guerre sur une question militaire importante ?) publie dans le *Petit Parisien* un tableau des naissances allemandes et françaises de 1899 à 1913, d'où il ressort qu'en 1933 l'Allemagne pourrait offrir

M. A. Lefèvre était simplement honnête, il aurait effectué le même travail pour la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, etc., et la presse nationaliste aurait — peut-être, car sa conscience est élatique — été moins prompte à conclure, ainsi que j'en ai les termes sous les yeux : « L'éloquence des chiffres est poignante. Ou bien nous imposerons à l'Allemagne une paix qui lui ôte toute sa force, ou nous périrons. » Car, s'appuyant sur des tableaux semblables, l'Allemagne peut dire la même chose de la Russie et la Russie de la Chine, par exemple. La guerre durerait alors jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un seul homme sur la terre, les peuples devant toujours être inégaux en nombre comme deux hommes sont presque toujours inégaux en force. Je n'insiste pas sur ce point, l'erreur est trop flagrante.

Mais je veux montrer que l'erreur est aussi considérable, même si l'on se place au point de vue de M. A. Lefèvre et de la presse nationaliste. L'étude des guerres de l'antiquité, comme l'étude des guerres modernes, depuis les campagnes d'Annibal jusqu'à celles de Napoléon, avaient déjà prouvé que, si le nombre était un facteur important du succès, il n'était pas le facteur principal, beaucoup de combats s'étant terminés à l'avantage des moins nombreux. La guerre moderne n'a fait qu'insister dans le même sens. Et cela fut patent dès les premiers mois de l'année 1915, dès que l'on put juger de l'efficacité de la défense avec les engins contemporains.. Il ne semble pas qu'il fallût être un bien grand clerc pour s'en apercevoir et que de longues études militaires eussent été nécessaires, lorsque l'on voulait examiner sans parti pris et conclure de bonne foi.

C'est dans un tel esprit que dès janvier 1915 je pouvais écrire l'article suivant que je m'excuse de remettre sous les yeux des lecteurs, mais il est toujours bon d'opposer aux erreurs nationalistes les prévisions anarchistes postérieurement réalisées. (L'article a paru le 20 février 1915.)

Enseignements de la guerre actuelle

« On ne risque pas beaucoup, je crois, en avançant que la guerre actuelle apportera une foule considérable d'enseignements.

« L'avenir dira si les peuples sont assez majeurs pour en tirer profit et peu de mois s'écouleront avant qu'on sache s'ils sont seulement assez maîtres d'eux-mêmes pour — après avoir soutenu des intérêts bourgeois et une liberté qu'on leur restreint au moment où ils meurent en l'acclamant — pour, dis-je, exiger que rien ne leur soit caché de ses leçons.

« J'en exposerai une seule aujourd'hui, mais elle est d'importance. Si on la comprend, elle supprime à jamais les énormes armées permanentes et toutes leurs conséquences.

« Les agressions franco-allemande et russo-allemande ont pris un tour que personne ne prévoyait, pas même les spécialistes du métier. Après une rapide descente en France, facilitée par leur nombre, leur outillage et leur venue du côté où ce pays était le plus mal gardé, les premières colonnes allemandes furent arrêtées sur les bords de la Marne et repoussées jusqu'à l'Aisne. Mais là, le gros des troupes s'était organisé ; des Vosges jusqu'à l'Oise, il avait *créé de toutes pièces des défenses de fortune* dont personne quatre mois après (époque à laquelle j'écris) n'a pu encore venir à bout. Peu à peu, le front s'est allongé et, à l'heure actuelle, de la mer du Nord jusqu'aux rives du Rhin, des tranchées se succèdent en quadruples, quintuples et décuples rangs, sur plus de 700 kilomètres, tant du côté allemand que du côté français qui a copié l'adversaire.

« Qu'elles soient construites sur les pentes boisées de l'Alsace, à travers les hauteurs de l'Argonne, parmi les plaines ondulées du Cambrésis ou dans les plates campagnes des Flandres, par des Français, des Belges, des Anglais ou des Allemands, le résultat est le même : on ne peut avancer ni d'un côté ni de l'autre.

« A condition de rester dans les abris, la guerre de tranchées n'est pas très meurtrière. L'assaillant seul en souffre terriblement ; chaque sortie lui coûte de 60 à 80 pour cent de son effectif ! Les dégâts causés par l'artillerie pourront même être neutralisés presque totalement par le perfectionnement des tranchées et la multiplication de leurs lignes.

« Un point est donc acquis : la guerre de tranchées est un merveilleux moyen de défense.

« Donc, si les tranchées actuellement creusées de la Lys à la Somme, de la Somme à l'Oise et à l'Aisne et de là à la frontière de l'Est avaient été édifiées dès août 1914, tout le long de la frontière belge, les Allemands n'auraient pas pénétré en France et des millions de jeunes gens n'auraient pas été tués.

« Car — il ne faudra pas se lasser de le répéter — tous les morts du début ont été dus, tout au moins du côté où nous observons, au manque de retranchements, à la guerre en rase campagne et à la présomption des chefs ordonnant l'assaut devant des mitrailleuses ennemies bien abritées. Il est avéré aujourd'hui qu'on ne peut avancer dans ces conditions.

« Et nous arrivons à une seconde conclusion : la guerre de tranchées a rendu la guerre offensive impossible.

« La guerre actuelle se terminera par l'épuisement des belligérants en argent, vivres ou munitions. Ne prévoyons pas en ce moment les conséquences qui en découleront. Bornons-nous à enregistrer le *statu quo* militaire,

pas.

« Ces faits nous font immédiatement entrevoir une troisième conclusion : un peuple pacifiste se gardera dorénavant à peu de frais. Il lui suffira d'établir entre lui et des voisins qui pourraient ne pas l'être, plusieurs lignes de tranchées qu'un nombre d'hommes relativement restreint suffira à garder. Quelle leçon pour un assaillant trompé par ses rois, ses ministres, ses prêtres, ses députés et des capitalistes enrichis par la mort quand, arrêté dans sa course homicide, il entendra de l'autre côté des barrières défensives résonner le marteau de la forge et siffler les machines à battre le blé : les barbares ne passent plus ! Sans fruit et sans espoir, il aura perdu les plus vaillants et les meilleurs de ses enfants. Alors, il se retournera contre ceux qui l'auront entraîné au combat, puis, leur ayant infligé un juste châtiment, il reviendra les mains tendues vers les hommes qui, sans idées de conquêtes, produisent à l'abri de leurs fortifications souterraines. La fédération des peuples comptera un membre de plus.

« Au point de vue intérieur, la défense efficace par les tranchées comporte encore une autre conséquence.

« Les historiens et les sociologues sont si bien d'accord pour constater que *le pouvoir accordé aux gouvernements centraux est en rapport direct avec l'insécurité des pays*, qu'ils ont érigé en loi cet adage.

10 lignes censurées

***

Les différentes offensives de 1915, 1916 et 1917, tant alliées qu'impériales, sur le front occidental, ont pleinement confirmé l'opinion que j'émettais dans cet article, après six mois de guerre. Si j'avais à le récrire, je modifierais à peine quelques détails.

A. MIGNON.

DANS LE PARTI SOCIALISTE

J'ai assisté, le dimanche 23 septembre, au Congrès fédéral de la Haute-Vienne.

Les dirigeants de cette fédération ont été, il faut le dire, les premiers à se ressaisir et le Parti doit leur être reconnaissant de leur circulaire de mai 1915. S'en sui-il que le but est atteint et qu'ils n'ont plus maintenant qu'à contempler béatement leur nombril ? C'est ce que ne pensent pas de bons éléments limousins qui ont livré bataille pour entraîner leurs élus vers la gauche.

La tâche était difficile. Parvy, Pressemane, Valière et Betoulle jouissent d'une autorité incontestable. Ils sont d'ailleurs sympathiques et méritants. Pourtant ils ont dû comprendre...

10 lignes censurées

Allons, les équilibristes du Parti, il faut sauter : sautez à gauche ; c'est le moment !

F. M.

Les Pensées de toujours (1)

Partout le progrès est remis en question. Partout la liberté est reniée. Partout l'idéal est insulté. Partout la réaction prospère sous ses divers pseudonymes, bon ordre, bon goût, bon sens, bonnes lois, etc... mots qui sont des mensonges.

VICTOR HUGO.

(*Actes et Paroles*, 7 *juillet* 1866.)

(1) *Méditation de la semaine*. Voir C. Q. F. D. depuis le 3 mars 1917.

ABONNEZ-VOUS

Nous rappelons à nos lecteurs et amis que l'abonnement est, pour le camarade qui s'abonne comme pour le journal, bien préférable à l'achat au numéro.

Un exemplaire vendu par la marchande de journaux ne nous est payé que six centimes, c'est quatre centimes qui restent à l'intermédiaire. Ne vaut-il pas mieux que ces quatre centimes par semaine (2 fr. 08 par an) entrent dans la caisse du journal ?

Supposez que DEUX MILLE CAMARADES qui achètent régulièrement C. Q. F. D. se décident à souscrire un abonnement d'un an : six francs. Une simple multiplication : (2 fr. 08 × 2.000 = 4.160) établit que le journal trouverait dans cette petite opération un bénéfice annuel de QUATRE MILLE CENT SOIXANTE FRANCS.

L'abonné reçoit très régulièrement son journal mis à la poste dans la nuit du jeudi au vendredi de chaque semaine.

En cas de saisie du journal, il reçoit quand même son numéro et, si le journal est suspendu, son abonnement est prolongé pour un laps de temps équivalent à la durée de la suspension.

Si tu le peux, camarade, n'hésite pas : abonne-toi. Le prix de l'abonnement est de 6 francs pour un an, 3 francs pour six mois, 1 fr. 50 pour trois mois.

C. Q. F. D.

Voulez-vous contribuer à la diffusion de ce journal ?

Achetez plusieurs exemplaires de ce numéro et donnez-les à qui semblera susceptible d'en devenir le lecteur fidèle.

LES PROBLEMES INTERNATIONAUX ET LA GUERRE"

Ce livre, qui fait partie des publications de « l'Union des Associations internationales », est l'œuvre d'un publiciste belge, P. Otlet, et a été édité chez Rousseau et Cie, Paris, en 1916. Il est dédié au roi Albert, c'est dire qu'il est nettement ententophile. Cependant, une lecture soigneuse révèle que l'auteur est avant tout Belge, et ne se gêne point pour critiquer les Alliés. Quant au style, il est par trop souvent franco-belge.

Etudiant les causes de la guerre actuelle, M. P. Otlet voit et expose très bien tout ce qui a trait à la responsabilité de l'Allemagne.

Toutefois, dans un louable souci d'impartialité, il revient à la charge et, généralisant, ne craint pas d'écrire ce qui suit :

65 lignes censurées

Le reste de l'ouvrage est compact et on peut dire qu'il y a de tout. Sous prétexte de bien nous faire comprendre le conflit actuel et de rechercher en même temps les remèdes qui pourraient empêcher les guerres futures, M. P. Otlet étudie les conditions et les facteurs de la vie internationale. Toutes les sciences vont défiler avec l'introduction obligatoire sur la méthode : Esquisse de l'évolution de l'humanité ; les principaux faits de 1815 à 1915 ; étude de la terre : la sociologie ; les hommes : la société ; l'instinct ; la volonté ; le progrès, etc. ; les races : les nationalités, etc.

Puis voici les facteurs économiques : le travail, le commerce, le capital, les colonies, etc. ; les facteurs culturels : la vie intellectuelle, les langues, les religions, la science, les lettres, les arts, etc. ; les facteurs moraux : fondement de la morale ; les facteurs juridiques : le droit international ; les facteurs politiques : la politique mondiale, la démocratie.... etc., etc.

I' y aurait par ci par là beaucoup à glaner.

Pour la guerre actuelle : «

lignes censurées

Veut-on avoir une idée des pertes qu'occasionnent les guerres ? Les guerres les plus importantes du XIXe siècle ont amené la mort d'environ 15 millions d'hommes. Cela représente une fusillade ininterrompue de 300 hommes tous les jours pendant un siècle (Ch. Richet : *La Guerre et la paix*).

Et si l'on songe à ce que vaut un homme de nos jours !

« En évaluant le gain moyen d'un homme à 2.000 fr. par an, à 4 % d'intérêt, en y comprenant l'amortissement à raison de la modestie de cet intérêt, cela porte à 32.000 fr. la valeur en capital d'un adulte.

5 lignes censurées

Ces lignes ont été écrites, il ne faut pas l'oublier, en 1916 ; depuis, les prévisions ont été dépassées.

De même pour les pertes financières.

De 1853 à 1856 les guerres ont coûté :

Crimée : 8 milliards 500 millions.

Italie : 1 milliard 500 millions.

Schleswig-Holstein : 180 millions.

Amérique du Nord : 23 milliards 500 millions.

Amérique du Sud : 11 milliards 500 millions.

Guerre de 1866 (Allemagne Autriche) : 1 milliard 650 millions.

Guerres lointaines : 1 milliard.

Total : 47 milliards 830 millions.

La guerre de 1870 a coûté 14 milliards. Les guerres sud-africaine 3 milliards ; russo-japonaise 5 milliards ; italo-turque 500 millions. Les guerres balkaniques récentes 5 milliards.

« Selon Novicow, depuis le traité de Westphalie jusqu'en 1900, le coût des guerres européennes peut être évalué à 45 milliards.

Concernant l'ensemble des nations engagées dans la lutte, le ministre Helferich a estimé que les frais s'élèvent à environ 412 millions de francs par jour, soit plus de 12 milliards par mois et 148 milliards par an. Cette dernière somme représente à peu près 9 fois le montant auquel s'élevait la dette publique anglaise avant la guerre. Or, l'intérêt annuel de 148 milliards à 5 % monte à environ 7 milliards 500 millions de francs.

Et il y a tous les autres dommages qui n'incombent pas aux gouvernements.

En août 1915, un statisticien anglais calculait déjà que la première année de la guerre avait coûté globalement à l'humanité 200 milliards. C'est-à-dire que toute heure de guerre coûterait 26 millions. »

Dans la dernière partie de son livre, M. Otlet étudie consciencieusement les moyens qui pourraient empêcher le retour de pareilles calamités. Il croit que l'on peut organiser la société des nations.

Récemment encore, il publiait dans les « Annales des Nationalités » un projet de constitution mondiale. C'est en tout cas avoir du mérite de pousser la préparation aussi loin en un temps où tout le monde, depuis le pape jusqu'à M. Ribot, parle de la société des Nations, sans beaucoup de foi...

Au-dessus de tous les Etats il devrait donc y avoir, d'après M. Otlet, les mêmes institutions que nous ne connaissons déjà que trop : un parlement international ; un pouvoir judiciaire international ; un pouvoir exécutif international ; une administration internationale, etc... Je vous fais grâce des différents modes et des détails. Quelles complications ! et pour quels résultats ? Le militarisme, pas même chassé de l'intérieur des nations, pas même réduit à la portion congrue, trouverait, cela est certain, un nouveau lustre dans cet organisme international, péniblement échafaudé. En définitive, nous arriverions dans un temps plus ou moins long à de nouvelles guerres aussi terribles que l'actuelle.

I' faut avant

une refonte radicale de la société.

La paix universelle n'est qu'à ce prix.

Jean DERRE.

LETTRE D'UN INSTITUTEUR RURAL A SON INSPECTEUR D'ACADÉMIE

Monsieur l'Inspecteur,

Il ne suffit pas à votre gloire d'être le rossignol de la repopulation et d'en chanter les mérites sous la direction d'un clérical notoire en compagnie d'un évêque, lequel du reste me paraît peu qualifié pour enseigner ce qu'il doit ignorer.

20 lignes censurées

Vous êtes tellement absorbé par votre dada favori qu'on vous voit plutôt rarement à votre bureau, et que si ce vieux tigre de Clemenceau devenait votre ministre, vous auriez quelque chance de vous faire ramasser. Vos subordonnés, pour avoir l'insigne honneur de vous entretenir, sont obligés de solliciter une audience comme chez le ministre, ce qui vous permet d'éloigner les gêneurs qui pourraient troubler votre rêve.

Par contre la population du chef-lieu honoré de votre présence, peut avoir le plaisir de contempler journellement votre élégante silhouette déambulant d'un air martial à travers ses rues ou franchissant avec la souplesse de nos meilleurs athlètes les barrières de sa gare, semblant dire au public ébahi

Votre zèle inlassable se dépense encore à lire et à commenter les communiqués officiels pour le menu peuple... Vous tuez les boches par millions .. (sur le papier), et invitez vos subordonnés à secouer d'importance les mauvais Français qui osent croire qu'il en reste encore et que nous avons eu aussi quelques pertes

Entre temps, dans un Bulletin imprimé aux frais de la princesse et portant encore récemment en exergue : « Exactitude à l'heure, ordre dans le travail », vous prodiguez, en circulaires, les conseils et les encouragements les plus variés. En décembre 1916, vous interdisiez formellement les animaux dans l'école et ses dépendances ; le vent a tourné, en janvier 1917 vous recommandez chaudement les lapins, les poules, les canards, voire les dindons. Le ministre s'était limité aux lapins : vous n'avez pas cru devoir moins faire que de renchérir ; vous avez peut-être oublié que le dindon (est-ce un symbole ?) aime l'espace et que le canard est suffisamment élevé par nos académiciens et nos plus distingués journalistes.

On pourrait croire que vous n'avez pas trouvé chez vos subordonnés la hâte voulue à se conformer à des conseils si pleins de sens, car vous revenez à la charge, les prévenant que vous leur tiendrez compte du zèle déployé par eux dans l'élevage des lapins et la culture de la carotte.

Nos petits paysans sont touchés de votre sollicitude ; comme vous le leur conseillez : « Ils cueilleront l'herbe en venant à l'école ! » Et cette herbe cueillie le matin, à la rosée, ne peut manquer d'avoir les plus heureux effets sur la santé de Jeannot Lapin.

Mais passons, je n'en finirais pas d'admirer... Je trouve cependant une toute petite lacune à votre apostolat. Vous n'ignorez certainement pas que la saine pédagogie demande qu'on prêche d'exemple. Voyez Collignon ! il était votre aîné... Et si nous arrivons à l'élevage. Combien avez-vous déjà élevé de lapins et cultivé de carottes, M. l'Inspecteur ? Combien en ont élevé Mme vore épouse et vos enfants ? Et permettez-moi cette question indiscrète : Est-il vrai que, pendant que vous insistez pour que chacun de nous cultive jusqu'au moindre recoin de son jardin, le vôtre soit totalement en friche et ne produise que des herbes folles ?

Et puis, au lieu de nous prodiguer circulaire sur circulaire, pour en transmettre le contenu à nos petits élèves qui travaillent déjà comme des forçats pour produire leur nourriture, celle de nos poilus et la vôtre aussi, M. l'Inspecteur, ne pourriez-vous réserver un peu de votre apostolat pour les oisifs que vous fréquentez, pour les belles madames qui dégustent ces dindons, ces poulets, voire ces modestes lapins que vous élevez par voie de circulaires ? Que n'engagez-vous tous les inutiles qui encombrent les rues, ceux dont l'unique occupation est de se tourner les pouces et d'ennuyer les travailleurs, à cultiver des légumes et à élever des lapins ? Cela vaudrait autant pour eux que de gagner des batailles en marge de leur journal ou de cancaner sur le compte du voisin ; sans compter que cela les aiderait peut-être à se défaire du profond mépris qu'ils professent pour le paysan tout en vivant de ses produits.

Croyez-moi, M. l'Inspecteur, et excusez ma hardiesse ; laissez respirer les petits paysans, et laissez-nous, à nous, un peu de temps pour cultiver leur intelligence ; ils ne fréquentent déjà pas l'école si souvent. Adressez-vous à ceux qui ont des loisirs et qui ont la force de travailler. Vous n'avez pas du tout l'air d'avoir mis la main à la pâte, faites de la bonne pédagogie, donnez l'exemple ; retroussez un peu les manches de votre chemise et engagez les autres prêcheurs à en faire autant.

Si vous n'avez que des sermons à nous offrir, le curé nous en débite suffisamment chaque dimanche.

Et puis, si vous vous occupiez un peu de vos fonctions au lieu de vous agiter comme un hanneton dans une cage de verre, si vous pensiez un peu que l'enseignement se désorganise dans votre département, cela vaudrait peut-être autant que de vouloir vous mêler d'un tas de choses qui ne vous regardent pas ou auxquelles vous vous entendez un peu moins que le dernier des élèves d'une école rurale.

Pierre RURAL,

QUELQUES FAITS de la SEMAINE

Profiteurs. — D'après un éditorial du « Pays » du 18 septembre, « les profiteurs de guerre constituent une infime minorité ». Nous ne partageons pas l'avis de ce journal. Pour nous, tout individu dont le salaire s'est accru depuis la guerre, tout commerçant, tout industriel qui a augmenté son chiffre d'affaires ou ses bénéfices est — on croit être — un bénéficiaire du conflit. (Je dis : croit, car les bénéfices se calculent surtout, à cette heure, en papier-monnaie,

Et puis, si le « Pays » avait raison,

? La censure m'a laissé imprimer à cette place : « Quand les Empires centraux n'abriteront plus un seul profiteur, la guerre sera bien près d'être finie ». Peut-être m'aurait-elle laissé généraliser davantage ; je ne l'ai pas voulu tenter.

Que chacun récolte ici d'après son grade. — Extrayons des journaux du 19, à la rubrique « En Allemagne », les lignes suivantes : « Le citoyen Dittmann a dit à la commission du budget : Nous vivons actuellement une des pires périodes de réaction de l'histoire d'Allemagne. Les feuilles pangermanistes sont distribuées dans les fabriques de munitions, dans les casernes, dans les tranchées, dans les écoles ; d'ordre supérieur, on cherche, du haut des chaires, à provoquer un courant d'opinion contre toute paix sans annexions. Les autorités militaires supérieures agissent dans le même sens. Les décisions favorables à la paix prises par le Congrès international des femmes de la bourgeoisie ne peuvent être reproduites. On raconte qu'il existe un arrêté du ministre de la Guerre, arrêté tenu secret, et qui prescrit d'interdire toute réunion publique pacifiste. Les journaux des socialistes indépendants sont exposés à toute sorte de tracasseries et on les suspend sous les prétextes les plus futiles.

D'après le « Berliner Tageblatt », le député socialiste indépendant Erstfeld va interpeller le chancelier sur l'interdiction systématique des réunions publiques dans lesquelles il est question de paix sans annexions. Erstfeld demandera également comment il se peut que, sur la demande des autorités, les pasteurs prononcent des sermons annexionnistes ».

Un câble chez un pendu. — Que l'on m'excuse, pour une fois, de prendre un de mes exemples chez les déments. Gustave Hervé parle dans la « Victoire » — sans intention de se citer — des « rastaquouères de la politique » et conseille aux « gouvernants » de les « fusiller ». Les lettres de plomb se distribueraient d'elles-mêmes si l'on tentait de commenter.

15 lignes censurées

LA VIE INTELLECTUELLE

Marasme... une immense lassitude semble régner sur la pensée. Les étalages des libraires offrent toujours aussi peu d'intérêt.

— La peinture chôme, la musique somnole, c'est la guerre ! C'est-à-dire la léthargie intellectuelle... pour combien de temps encore ?...

— Les concerts Touche rouvrent leurs portes. Aux divers programmes affichés, Saint-Saëns (naturellement !), Beethoven, Lalo, Dukas, Franck, etc. A quand Wagner ?

— Max Goth signale dans le *Journal du Peuple* un album de Louise Hervieu. Celle-ci termine, paraît-il, une série de compositions destinées à illustrer les *Fleurs du Mal*.

— Les *Solstices* publient dans leur numéro 3 des articles ou poèmes de Roger Allard, Louis de Gonzague, Frick, Banville-d'Hostel, Philéas Lebesgue, etc., etc.

Cette revue manifeste assez timidement des tendances intéressantes. La tenue littéraire en est excellente.

— Les *Documents Sociaux* (80, rue Taitbout) éditent une brochure de Paul Dermée sur *Carranza et la Révolution mexicaine*. Voilà qui eût fait plaisir à Octave Jahn !

— Daudé-Bancel publie, dans la même édition, une plaquette : *La Reconstruction des cités détruites*. Cette étude, fortement documentée, avait paru dans la *Grande Revue*, elle abonde en idées originales et

— Après bien des vicissitudes, les *Ecrits Libres* (95, avenue de Villiers), ont enfin paru : Un *Appel à la jeunesse* de Paul Brûlat, des articles et poèmes de Maurice Bouchor, Marcel Sauvage, G. Grandjean, un conte très mutilé par la censure de Raymond Désorties, Revue des revues de Camille Délong et Marcel Rizet.

Par ces temps anastasiens, les *Ecrits Libres* ont un titre lourd à porter. Puissent-ils le mériter !

— Le *Carnet des Artistes*, 24, rue Taitbout, publie une étude de M. Guillemot sur le sculpteur Maillol, sur Jean Puy par Max Goth, sur Fantin-Latour par L. Bénédite. Illustrations de Jean Puy, Maillol, Fantin-Latour, Marquet, etc.

— On réédite les *Nourritures terrestres* d'André Gide. La moindre œuvre nouvelle de l'auteur du *Roi Candaule* ferait bien mieux notre affaire. Marasme, marasme !...

— *Par-delà la mêlée* publie un intéressant article de Chardon, des glanes d'E. Armand : *Au long du chemin*. Il y a aussi un poème en prose de Rosalie Goodyear : *Donnez-moi un homme*, franc, digne et clair, dont le mot de la fin indique une jolie sensibilité maîtresse d'elle-même. Les réflexions de Pierre Nada justifient le pseudonyme négatif de leur auteur. Bouddha mourut en contemplant son nombril !

— Dans *La Lumière*, le nouveau journal fondé par Georges Clairet, Georges Axel parle de l'art moderne : « Que l'art moderne des ateliers de Martine soit ou ne soit pas d'origine étrangère, qu'importe ! L'art n'a qu'un seul but : la beauté ! .. »

Evidemment ! Mais qu'est-ce que le cubisme a donc à faire avec l'art et la beauté ? Pauvre Cézanne ! Pour tenir compte des « volumes » est-on donc obligé de choir dans l'abstraction la plus incongrue ?

Les cubistes se défendent d'être assujettis à une quelconque influence « boche ». Tant mieux pour les Allemands !

Le Voyageur.

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

L'ÉGLISE & LA GUERRE

Magnifique et forte étude de notre collaborateur : **GÉNOLD**

Préface de **Sébastien Faure**

PRIX : **0 fr. 75**, dans nos Bureaux. — Par la Poste : **0 fr. 80**

SOMMAIRE : Le Secret de l'Eglise, — L'Eglise et la Guerre à travers l'Histoire : les premiers Ages, le Moyen-Age et les Croisades ; les guerres de Religion ; l'Eglise moderne. — *L'Eglise et la guerre actuelle* : L'Eglise a préparé la guerre ; l'Eglise n'a rien fait pour empêcher la guerre ; l'Eglise n'a rien fait pour hâter la paix ; l'Eglise pendant la guerre, — *L'Anticléricalisme et la guerre. — Le Prolétariat, l'Eglise et la guerre. — Conclusion.*

Le rôle de l'Eglise est précisé par GÉNOLD de magistrale façon, à l'aide d'une documentation abondante puisée aux meilleures sources.

Pour la discussion qui tous les jours, par ces temps de guerre, s'élève sur l'attitude de l'Eglise et l'intervention de son chef suprême, nulle lecture ne peut être plus utile à nos amis, s'ils ont à cœur de réfuter les sophismes et les mensonges de la réaction religieuse.

Il faut lire et relire cette étude, afin de se pénétrer des vérités historiques qu'elle contient et de la propager sans hésitation.

DANS QUELQUES JOURS

L'ÉGLISE & LA GUERRE

SERA MIS EN VENTE DANS NOS BUREAUX :

69, BOULEVARD DE BELLEVILLE (XIe).

Ce qui se fait
Ce qui se dit

La paix sans victoire.

Ces mots ont le don de faire mettre en fureur les augures du nationalisme intégral. Cependant, il ne faut point oublier qu'ils ont été prononcés naguère par le président Wilson et qu'ils semblent être demeurés la fidèle expression de la pensée de ce chef de la « *démocratie alliée* » !

Pour les avoir écrits et commentés dans l'*Humanité*, Mistral se fait traiter de *défaitiste* par Maurras. Pauvre Mistral ! On se demande ce que Maurras pourra dire de nous ? Cela doit être effroyable.

Songez donc, Mistral *défaitiste !...*

Afin que nos lecteurs soient juges, nous reproduisons ci-après les passages essentiels de cet article emprunté à l'*Humanité* du 22 septembre et qui n'est pas sans renfermer d'élémentaires vérités :

L'équilibre des forces militaires paraît indestructible. Lorsque, sur un des fronts, l'un des alliés fléchit, un succès relève la situation sur un autre point de l'immense champ de bataille. Là où la guerre de position s'est faite, le front reste immuable. Les pertes subies d'un côté sont compensées par celles qui se sont produites de l'autre. De chaque côté, on récupère les malades et les blessés ; on incorpore de nouvelles classes de jeunes hommes qui viennent combler les vides et rétablir l'équilibre. L'augmentation et le perfectionnement du matériel de guerre trouvent également un effort correspondant de l'autre côté. Il n'est pas jusqu'aux situations intérieures des pays belligérants qui n'offrent le même parallélisme. Ici c'est telle denrée, tel produit ou telle matière première qui fait défaut, là c'est telle ou telle restriction qui s'impose. Et comme les mêmes causes produisent les mêmes effets, d'un côté comme de l'autre, c'est le moral des peuples qui oscille selon les privations et les sacrifices qui leur sont demandés.

Dans ces conditions, la guerre peut durer des années et des années, et les nations aux prises peuvent s'épuiser totalement sans aboutir au résultat poursuivi.

Tout de même, ça vaut mieux qu'un discours de Ribot, voire qu'un article de Maurras !

L'alliance Franco-Russe.

Dans le *Pays* du 20 septembre, M. Gabriel Séailles parle longuement du récent livre de Charles Rivet. De son article, nous extrayons les passages suivants :

M. Charles Rivet, correspondant du Temps *en Russie, publie un volume — le* Dernier Romanof *— auquel nous devons souhaiter de nombreux lecteurs. A ce livre, il a donné pour épigraphe : « l'ignorance de l'étranger est certainement une des plus grandes faiblesses de notre démocratie. » A coup sûr, il est dangereux pour un peuple d'ignorer ses alliés et ses ennemis, de les imaginer sur des préjugés sans rapport à la réalité des hommes et des choses, mais il est plus dangereux encore pour un peuple, qui prétend à la liberté, de se désintéresser de ses propres affaires, d'abandonner sa politique étrangère à la routine infatuée de diplomates anonymes, irresponsables, qui décident, dans le mystère, de ses destinées. L'histoire de l'alliance franco-russe est une illustration de cette vérité qu'il faudra répéter jusqu'à ce qu'elle soit entendue.*

Tout l'article est à lire et le rôle malfaisant du tsarisme ressort de cette lecture. Nous savions déjà qu'à l'occasion du Maroc la Russie se montra peu enthousiaste à accomplir son « devoir d'alliée ». M. Gabriel Seailles nous conte encore comment :

Quelques mois avant la guerre, M. Rivet insistait auprès de M. Sazonof sur le danger que présentait pour la Russie l'envoi d'une mission militaire allemande à Constantinople. Le ministre lui répondit avec impatience : « Quoi que vous fassiez, vous ne nous brouillerez pas avec l'Allemagne. » Félicitons-nous de n'avoir pas eu à en faire l'épreuve.

Ceci se passait au moment où Charles Maurras écrivait : « Il est du devoir du paysan français d'aller se faire casser la tête sur les Vosges pour que les Serbes aient un débouché sur l'Adriatique. »

Rappelons, pour terminer, le mot célèbre du député socialiste serbe Katzlérovitch : « La Russie jouait de la flûte, la Serbie jouait et la France tenait l'escarcelle ! »

Peu à peu, la vérité se fait jour !

Socialisme et socialistes.

Nous extrayons de l'*Information*, du 25 septembre, les lignes suivantes :

*M. Albert Thomas qui depuis qu'il n'a plus les soucis du pouvoir a repris avec ses électeurs un contact plus étroit nous donne, dans l'*Humanité, *une idée de leur état d'esprit.*

Tous, minoritaires ou majoritaires, estiment qu'on n'a pas assez bien utilisé les ressources en hommes ou en argent, ou en produits de toutes sortes que la nation était prête à consacrer à sa défense.

Je ne sais si tous les électeurs de Thomas pensent ainsi, mais ce que je sais, et qui est tout de même consolant, c'est qu'il y a encore quelques socialistes qui n'ont pas oublié les vieilles idées internationalistes qui étaient jusqu'en 1914 la base du socialisme.

Albert Thomas s'en fut en Russie

peut-être y parvint-il moins parfaitement qu'on ne l'espérait — ce n'est point une raison pour tenter de nous faire confondre le socialisme avec les socialistes.

La doctrine vaut ce qu'elle vaut. Quant à ses représentants parlementaires, ils sont jugés !

Quelles que soient, dans l'avenir, les palinodies et les explications sophistiques de ces histrions, espérons que le peuple enfin clairvoyant comprendra que politiciens est synonyme de charlatan !

Encore un socialiste.

Dans l'*Action Française* du 25 septembre, Maurras félicite Compère-Morel en ces termes :

*Dans l'*Action socialiste, *qui veut être nationale et internationale, et qui parfois maintient avec fermeté le point de vue français, M. Compère-Morel étudie l'attitude de fractions importantes des partis socialistes de Grande-Bretagne et d'Amérique.* »

Voici ce que dit le *Compère* de l'Amérique :

Des hommes mènent la campagne la plus abominable contre la participation de leur République à la guerre. A leur point de vue, il faut laisser les Européens se battre à leurs risques et dépens...

Parmi ceux qui écrivent dans les journaux neutralistes demandant qu'aucun Américain n'aille se faire inutilement tuer sur le front français, nous voyons les plus chauds partisans de Stockholm, ceux à côté desquels des socialistes français persistent encore — voir la Conférence de Londres — à vouloir nous faire asseoir.

Et voici enfin les félicitation du Roy :

Il faut féliciter M. Compère-Morel d'éclairer sur ce point l'opinion française et d'agir vigoureusement, comme il le fait, contre la fraction pacifiste et germanophile du parti socialiste français.

Quelle « touchante » sollicitude ! L'*Action Française* du Syndicat des laitiers félicitant Compère-Morel député socialiste de pour son patriotisme « éclairé » (ô combien !). Cela est vraiment merveilleux !

Quand donc les socialistes se décideront-ils à épurer leur parti ? Faudra-t-il que nous leur donnions des noms, des chiffres et des dates concernant les députés d'affaires qui sont inscrits au groupe « unifié » ?

Nous ne voulons pas parler en ce moment de l'infidélité flagrante de l'attitude de la majorité — et même de la minorité — aux motions des Congrès ; non, mais seulement de la plus élémentaire propreté d'un parti qui se prétend — on se demande pourquoi — prolétarien.

Un coup de balai, s. v. p. !

GENOLD.

RACONTARS

A travers les Mots et les idées

Je serais dans une joie complète si la rhétorique perdait de son importance. De tout temps, l'art oratoire s'étala indiscret dans les enceintes parlementaires. Depuis le début de la guerre, il n'a plus connu de retenue. A la Chambre, au Sénat, en Sorbonne, sur le front, à l'arrière, fut une pluie incessante de discours.

Les prononcer devant les députés ou les sénateurs ne suffit pas aux orateurs. Pas de semaine sans que l'affichage de quelque chef-d'œuvre du genre fût collé sur les murs de toutes les communes de France. Ah ! lointains citadins ou paysans, vous n'avez pas entendu, vous lirez.

(*La Petite République*, 21 sept., 1re p., 2e col.)

***

Si les peuples pouvaient vivre d'éloquence, M. Ribot fût sorti de la séance chef du gouvernement. Mais il avait pris soin, lui-même, de démontrer, d'une manière éclatante, que les paroles et les actes étaient choses fort différentes. Il ne pouvait donc enregistrer qu'un nouveau succès de tribune, et rien de plus.

(*L'Homme Enchaîné*, 21 sept., 1re p., 2e col.)

***

La vie chère ! Mais elle est en train de devenir le cauchemar de toutes les familles! C'est la petite angoisse, que chaque semaine accroît, qui mine la confiance, déprime le courage ; c'est la pire ennemie du bon esprit public. Laissons-la faire, et ceux qui ont supporté stoïquement l'autre en viendront vite à douter d'eux-mêmes et de la France.

(*L'Œuvre*, 21 sept., 3e p., 1re col.)

***

C'est tromper le peuple que de lui laisser croire que la paix peut sortir en ce moment de quelque parlote socialiste plus ou moins internationale ou de grandes phrases sur la Société des Nations.

(*La Victoire*, 22 sept., 1re p., 2e col.)

***

Quand ils ont visité leur potager et cueilli les raisins de leur vigne, ils consacrent aux héros le temps qu'ils ne consacrent pas à Dieu. D'un même esprit, d'un même cœur, ils suivent la progression des troupes alliées (depuis trois ans), et la pousse de leurs plants de tomates et l'éclosion de leurs dahlias. La guerre les a éloignés de la vaine agitation des villes. Ils ne vont plus aux ballets russes ; ils vont à la chapelle du village. Ils cultivent avec une égale sérénité leur jardin et leur patriotisme.

.....

Cet homme n'est traversé d'aucun doute. Il croit en la Société. Il croit en la guerre.

Dans cette époque où les plus crédules perçoivent peu à peu l'envahissement du mensonge, il contemple, sans trouble, hors son jardin, hors ses rentes, un monde conforme aux journaux. Et je ne sais pas encore si je dois le tenir pour un malade, pour un délirant ou pour le plus hypocrite et le plus féroce des ennemis.

(*Le Journal du Peuple*, 21 sept., 1re p., 1re col.)

***

Toute la lâcheté bourgeoise se révèle, au jour le jour. Il suffit d'écouter avec résignation les conversations de partout et d'ailleurs pour se convaincre qu'il n'y a rien de changé dans la triste mentalité de nos concitoyens ignares et pédants, butors et méchants, entraînés à toutes les stupidités par le bourrage de crâne intense de cette bonne presse, de cette presse que tient si facilement en laisse notre vieille et antipathique Anasthasie.

Quel monceau de choses horribles à collectionner pour un amateur des spécialités journalistiques du temps de guerre. Elles sont autant d'injures à la raison, au sentiment, au bon sens populaire !

(*Le Journal du Peuple* 22 sept., 1re p., 5e col.)

Boîte aux lettres

Amour et fraternité. — L'envoi que vous réclamez nous est bien parvenu. Revoyez les listes de souscriptions.

Jihel Audincourt. — A raison de dix centimes, vous avez payé jusqu'au n° 73 inclus. Nous faisons sept centimes aux dépositaires.

R. G., à Lyon. — Le camarade qui désirait prendre des leçons de violon est à Paris.

A. G. — L. n'a pas tenu ses engagements. Il devait rembourser 5 francs tous les deux jours et n'a pas donné signe de vie depuis samedi. Il doit encore seize francs.

Vaja, Toulon. — Nos annonces ne se paient pas. C'est simplement dans le but de rendre service aux camarades que nous insérons leurs communications. Cependant nous ne les publions pas toutes et celles dans le genre de la vôtre ne peuvent paraître. Regrettons.

Pedro Salom. — Ta lettre nous a fait bien plaisir. Courage, camarade et bien à toi.

DANS LES SYNDICATS

BRODERIE

Réunion corporative samedi 22 septembre, à 15 heures, Bourse du Travail, salle Ferer.

Nous invitons les ouvrières de l'habillement en général à cette réunion organisée spécialement pour la semaine anglaise.

Le secrétaire : P. Grassin.

CHEMINOTS

P. R. G. .....

Ordre du jour

Les cheminottes et cheminots de Paris-Etat rive gauche et de la Garenne, réunis à Paris le 2 août, donnent mandat à l'Union-Etat et à la Fédération de faire aboutir les revendications suivantes :

A. Augmentation générale des salaires de 540 francs avec un minimum de salaire de début fixé à 1.800 francs, l'avancement et les avantages obtenus antérieurement restant acquis.

B. Les mêmes conditions de salaire et la semaine anglaise pour le personnel féminin.

C. Rappel de l'indemnité de résidence aux mobilisés.

D. Fourniture gratuite des effets de travail à tout le personnel.

E. Paiement des jours de congé, de repos et des heures supplémentaires qui restent dus par les compagnies.

F. Une indemnité spéciale de nuit et de panier fixé à 2 fr. 50.

Ils demandent à l'Union-Etat et à la Fédération :

1° De faire l'agitation nécessaire en faveur de ces revendications ;

2° De n'accepter une indemnité de vie chère égale pour tous qu'à condition qu'elle soit à bref délai incorporé dans le salaire fixe ;

3° De protester contre tout projet d'augmentation des tarifs et d'en exiger l'unification ;

4° De soumettre le présent ordre du jour à l'approbation de tous les syndicats ;

5° D'envoyer une délégation auprès des pouvoirs publics seulement lorsque les réponses leur seront parvenues ;

6° La délégation devra se conformer aux décisions prises par l'ensemble des syndicats.

Ils se déclarent partisans de la socialisation des moyens de consommation, de production et de transport et se séparent aux cris de : « Vive l'Internationale ouvrière ! Vive l'Emancipation des travailleurs, par les travailleurs eux-mêmes ! »

Ordre du Jour :

Le Conseil, les bureaux des différents sections locales et techniques du Syndicat « Paris Rive-Gauche », réunis le 21-9-17.

Enregistrent la protestation de la Fédération et de la C. G. T. au sujet des menées réactionnaires, les félicitent d'un acte de clairvoyance, qui, s'il est quelque peu tardif — il y a 3 ans que cela dure — n'en est pas moins méritoire.

Adressent à la camarade Hélène Brion, secrétaire de la Fédération des Instituteurs, ainsi d'ailleurs qu'à toutes les victimes de l'arbitraire capitaliste, l'expression de leurs sentiments fraternels

Revendiquent hautement pour le Syndicat « Paris Rive-Gauche » l'honneur d'être resté dans les différents problèmes qui se sont posés à notre organisation, fidèles à l'idéal syndicaliste.

Entendent persévérer dans cette attitude.

Syndicat « Paris Rive-Gauche », Fédération nationale des Travailleurs des Chemins de fer.

AUX COCHERS-CHAUFFEURS DE PARIS

Les camarades de Paris et de la banlieue sont avisés qu'il existe un *Groupe d'action et de défense syndicaliste*, qui se charge de défendre sérieusement leurs intérêts.

Les adhérents de ce groupement désirent, en outre, que le Conseil syndical convoque le plus rapidement possible une assemblée générale pour exposer la situation financière du syndicat.

Adresser les correspondances, à Frédéric Gibert, 80, boulevard de Charonne.

CHARPENTIERS EN FER

A différentes reprises, par la voie des journaux, nous avons fait appel aux bonnes volontés pour poser leurs candidatures au Conseil syndical. Les réponses ne viennent pas souvent et sont peu nombreuses. Il semble, et c'est regrettable, que la majorité de la corporation qui se remue et se défend cependant très bien, continue à se reposer sur quelques militants.

Il y a un danger important à adopter pareil point de vue.

Il faut absolument que les camarades de la corporation, particulièrement les lecteurs de *Ce qu'il faut dire...* secouent leur indolence, ne se content vas d'assister aux réunions, de payer leurs cotisations, de faire appliquer les tarifs dans les chantiers, mais participent à toutes les manifestations syndicales et organiques de la corporation.

Il faut saisir que le Syndicat est l'ensemble d'une collectivité œuvrant pour une besogne, chaque membre doit donc s'habituer à collaborer directement en prenant ses responsabilités.

La force syndicale *tient dans l'initiative individuelle*, que chaque camarade s'imprègne de cette idée et vienne carrément avec nous défendre et propager nos méthodes syndicalistes.

En comptant sur soi, on se guérit des individus et on rend impuissants les mauvais bergers, si nombreux.

J.-S. Boudoux.

Réunion intercorporative du 23 septembre

Ordre du jour :

Les camarades cimentiers, maçons d'art, briqueteurs, fumistes industriels et leurs aides, les charpentiers en fer, les terrassiers, réunis en assemblée générale le 23 septembre 1917, salle de l'Union des Syndicats,

Après avoir entendu les camarades Gonthier, Boudoux, Péricat, Hubert et Sébastien Faure.

Décident d'appliquer la journée de neuf heures payée pour dix, à partir du 1er novembre 1917, jusqu'au 1er avril 1918, se promettant à cette date de conquérir la semaine anglaise ;

Protestent contre l'arbitrage obligatoire, ainsi que contre le projet de loi instituant la capacité civile des syndicats et déclarent ne pas s'y soumettre ;

Protestent également contre les arrêtés d'expulsion pris par le gouvernement contre leurs camarades espagnols ou italiens coupables simplement d'être des militants syndicalistes ;

Approuvent la ligne de conduite du Comité de Défense syndicaliste et le fonctionnement de l'Entr'aide, recueillant des fonds pour venir en aide aux prisonniers politiques et à leurs familles ; déclarent intensifier les collectes pour les soutenir ;

Lèvent la séance aux cris répétés de : « Vive le Syndicalisme révolutionnaire et l'Internationale ouvrière ! » et «

Une collecte faite à la sortie de la réunion a produit la somme de 232 francs, à partager entre le Comité de Défense syndicaliste, l'Entr'aide et le journal *Ce qu'il faut dire*.

Les terrassiers ratifient le vote de leur conseil d'administration de 500 francs de solidarité répartis comme suit :

100 francs pour l'Entr'aide ; 100 francs pour le Comité de défense syndicaliste ; 50 francs pour l'œuvre l'Avenir social d'Epône ; 50 francs pour *C. Q. F. D.* ; 200 francs pour venir en aide aux révolutionnaires d'Espagne tombés sous les coups de la répression militariste et réactionnaire de leur pays.

OUVRIERS MENUISIERS

Réunion du conseil samedi 29 courant, à 20 h. 30, au siège.

Ordre du jour : Lecture du procès-verbal ; lecture de la correspondance ; réouverture des cours de dessin ; divers.

OUVRIERS EN METAUX ET SIMILAIRES DE FRANCE

La presse vient de publier un communiqué du Ministère de la Guerre, de ce qu'il importait de donner au Ministère de la Guerre les pouvoirs spéciaux qui avaient été attribués au Ministre de l'Armement par le décret du 17 janvier et d'étendre la procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par ce décret.

Le communiqué ajoute :

« Cette réforme a été réalisée par le décret du 7 septembre 1917.

« Désormais, les différends entre patrons et ouvriers seront réglés par des comités au sein desquels les ouvriers seront appelés à affirmer et à défendre directement leurs intérêts.

« Un arrêté faisant suite au décret précise les conditions d'application immédiate des salaires pratiquées par le Ministre de l'Armement. »

Cette note incomplète a provoqué une certaine émotion parmi nos camarades qui, de tous côtés, nous écrivent en demandant des précisions. Ne pouvant répondre à tous, voici ces précisions :

« Le décret du 7 septembre, publié à l'*Officiel* du 18 septembre 1917, page 7357, n'est qu'une amplification du décret pris par le Ministre de l'Armement, le 17 janvier 1917, et contre lequel la Fédération des Métaux a protesté le 27 janvier. »

L'Article premier du décret du 17 janvier dit : « Les patrons et les ouvriers et employés des établissements, usines et exploitations privés travaillant à la fabrication des armements, munitions et matériels de guerre, lorsque se produit entre eux un différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail, ne peuvent ni rompre le contrat de travail, ni arrêter ou cesser le travail avant d'avoir soumis les questions qui les divisent à la conciliation et à l'arbitrage tels qu'ils sont organisés dans les articles qui suivent. »

Ensuite viennent les dispositions pour faire fonctionner la Commission d'arbitrage, et le décret y a ajouté les articles suivants :

« Art. 14. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux établissements travaillant pour le compte de l'aéronautique, du génie, du service géographique et de l'administration centrale, dans les chantiers ou ateliers ou groupements d'ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

« En ce qui concerne les usines relevant de l'intendance et du service de santé, ces dispositions ne s'appliquent que dans les chantiers, ateliers ou groupements d'ateliers où des travaux sont exécutés concurremment pour ces services et pour le Ministère de l'Armement ou d'autres services eux-mêmes soumis au présent décret.

« Art. 15. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne s'appliquera que jusqu'à la date de la cessation des hostilités telle qu'elle aura été fixée par décret. »

C'est, en somme, une extension au décret du 17 janvier 1917 qui a été promulgué par le ministre de la guerre.

La Fédération des Métaux.

PRODUITS CHIMIQUES

Le Réveil des Travailleurs des Produits chimiques

Un air nouveau vient subitement de ranimer les sentiments syndicalistes et les liens de solidarité qui doivent unir tous les travailleurs des diverses catégories de Produits chimiques en France.

Mais il ne faudrait pas que les camarades croient que le syndicat est une institution qui doit procurer toutes les satisfactions sans le moindre effort. Non, le syndicat est une organisation de lutte, non seulement pour obtenir des augmentations de salaires, mais aussi pour nous libérer de toutes les iniquités sociales dont nous sommes journellement victimes.

Il faut donc que tous les travailleurs des Produits Chimiques se groupent dans leur syndicat respectif, coordonnant leurs efforts avec ceux de leurs camarades.

Il ne manque pas de revendications à faire aboutir ; en dehors des augmentations de salaires, il y a à faire appliquer et à faire respecter les quelques lois sur l'hygiène dans les ateliers ; il y a la réduction des heures de travail ; il y a aussi l'application de la semaine anglaise, qui serait appréciable surtout pour les ouvrières

Camarades, une fois pour toutes, plus de plaintes, mais de l'action. Groupez-vous solidairement et vous pourrez exiger, comme tous les autres travailleurs, le droit à la vie ; vous ne devez pas rester les parias de la société, livrés à la fantaisie et au bon vouloir de vos maîtres.

Pour tous renseignements, s'adresser tous les jours de 9 h. à 11 h. ½ et de 14 h. à 18 h. au siège de la Fédération, Bureau 23, 5e étage, Bourse du Travail, Paris.

Bernaud,

Secrétaire de la Fédération Nationale des Produits chimiques.

OUVRIERS ET OUVRIERES DES USINES DE PRODUITS CHIMIQUES

La Fédération nationale des Produits chimiques, comme beaucoup d'organisations, a cessé de fonctionner au début de la guerre par suite du départ d'un grand nombre de ses adhérents ainsi que de tout son Comité.

Dans son assemblée générale du 16 septembre, le Syndicat des Produits chimiques de la Seine a décidé de prêter son appui moral et financier pour que la Fédération puisse organiser en province des réunions ; en outre, l'assemblée générale a décidé le relèvement de la cotisation fédérale qui était de 0 fr. 05 pour la caisse administrative et 0 fr. 05 pour la caisse de la grève et de la porter à 0 fr. 30 par mois et par membre à partir du 1er janvier 1918.

Le Syndicat des Produits chimiques de la Seine espère que tous les Syndicats adhérents comprendront l'importance et la nécessité qu'il y a d'avoir une puissance fédérale et par conséquent se rallieront à la décision.

Pour le Syndicat :

Bernard, *secrétaire.*

SYNDICAT NATIONAL DES SOUS-AGENTS DES P. T. T.

(2e *Section*)

ORDRE DU JOUR :

Les Sous-Agents de la deuxième section du Syndicat des Sous-Agents des P. T. T. réunis, 52, rue de Rome, après avoir entendu et discuté sur les différentes questions à l'ordre du jour, rappellent aux pouvoirs publics, aux Bourses du travail et organisations ouvrières, le *Mémoire* qui leur a été adressé par le Syndicat national des Sous-Agents tendant à obtenir la main-levée de l'ostracisme administratif qui le frappe depuis sa constitution.

Demandent pour le Syndcat, en attendant le vote de la loi qui accordera le droit syndical à tous les fonctionnaires, le droit de faire partie de toutes les commissions administratives, et la faculté de présenter directement leurs revendications au ministre.

Déclarent ne pas être satisfaits du résultat de la dernière délégation de la commission d'études auprès de M. le receveur principal; les actes ne répondant pas aux bonnes paroles qui nous ont été servies.

Ils demandent une revision générale de tout le personnel et la définition exacte de ses attributions, certains qu'il sera démontré que la crise du personnel n'existe pas, mais qu'il faut vouloir le trouver.

Protestent contre toute la camarilla qui entoure M. le receveur principal et l'induit en erreur sur toute chose.

Veulent encore espérer que la question des assistants n'est pas complètement solutionnée par l'avis qui leur a été communiqué ; s'il devait en être ainsi, ils déclinent toute responsabilité sur les conséquences.

Se séparent au cri de « Vive le Syndicat », « Vive la C. G. T. »

Le Secrétaire.

CHARENTE

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

La Section constate que le premier mouvement du personnel publié depuis la guerre met en évidence le favoritisme administratif: plusieurs postes enviés n'ont pu être attribués à des titulaires relativement jeunes, célibataires ou non, qu'en violation des droits de nombreux collègues, mobilisés ou institutrices. La Section proteste contre de tels errements ; regrette que l'Administration et les arrivistes n'aient pu tenir « jusqu'au bout », et demande que les nominations faites ne soient que provisoires ; qu'elles portent non sur quelques postes en vue, mais sur tous les postes libres du département. Une nouvelle répartition serait effectuée au retour des camarades soldats.

Pour la Section :

Marie Mayoux.

FIRMINY

BOURSE DU TRAVAIL

Ordre du jour :

Le Conseil d'administration de la Bourse du Travail de Firminy, après avoir pris connaissance de la proposition de loi sur l'extension de la capacité civile aux Syndicats professionnels, adoptée par le Sénat, et transmise actuellement à la Chambre des députés ;

Considérant que ce projet de loi, dans sa teneur, n'est qu'un leurre et une duperie de plus envers la classe ouvrière, qui sous le prétexte de liberté syndicale n'apporte que des restrictions de plus aux quelques droits que nous confère la loi du 21 mars 1884, sur le groupement corporatif ;

Et de par ses sanctions permet de prononcer judiciairement la dissolution de nos organisations syndicales, sans possibilité pour elles de reconstitution ;

S'en tenant aux décisions de ses Congrès confédéraux (Toulouse 1910), proteste énergiquement contre un tel projet de loi dont nos dirigeants manifestent l'intention de vouloir doter malgré elle la classe ouvrière organisée, et invite la C. G. T., ainsi que toutes nos organisations confédérées à intervenir énergiquement pour obtenir le retrait de ce projet de loi.

Pour le Conseil d'administration :

Le secrétaier : Grand.

LYON

BATIMENT

Attitude piteuse du Secrétaire de la Fédération du Bâtiment

Le 29 courant avait lieu, à la Bourse du Travail, une réunion organisée par la ligue du bâtiment, où étaient convoqués les membres des bureaux des syndicats lyonnais de cette industrie. Cette réunion avait pour but de permettre au secrétaire de la Fédération du Bâtiment de justifier l'attitude prise par cet organisme central depuis le début de la guerre. Un camarade devait préciser les points sur lesquels devait plus particulièrement fournir des explications le secrétaire fédéral. Documents en mains, ce camarade n'eut pas de peine à démontrer ce que l'attitude de cette fédération et de son secrétaire avait eu de révoltant et d'antisyndical : foulant aux pieds les décisions prises dans les congrès antérieurs ; dirigeant à quelques-uns la fédération, refusant de compléter la commission exécutive, manœuvre qui a pour but d'évincer les camarades minoritaires de Paris à qui l'on serait obligé de faire appel, en un mot ce camarade stigmatisa comme il convient le rôle joué par ce peu scrupuleux personnage. Devant la netteté de cet exposé, le secrétaire fédéral jura, cria, tempêta. Et ce fut tout.

Incapable de répondre, il argua que, ne sachant pas les questions qui lui seraient posées, il était pris à l'improviste, et qu'à l'avenir il demandait qu'on lui écrive les questions que l'on voudrait lui poser.

Nous savions depuis longtemps que Chanvin n'était pas un aigle, mais nous étions loin de supposer qu'il était incapable de répondre et de fournir des arguments quand on lui demandait des précisions sur des faits dont il est le principal responsable. Ou alors Chanvin se serait-il tellement assimilé les mœurs gouvernementales qu'il veuille imiter les ministres qui se font poser les questions par écrit. Au cours de cette réunion, ce n'est pas sans surprise, ni sans indignation que nous avons appris que, lors d'un séjour qu'il a fait à Lyon il y a quelques mois, Chanvin proposa à des camarades de saboter l'Union des Syndicats du Rhône, sous le prétexte que cette organisation, qui est minoritaire, faisait une besogne néfaste en disant leur fait à certains dirigeants du syndicalisme français. Cette manœuvre échoua, grâce au refus qu'opposèrent les camarades.

Que Chanvin sache bien, s'il n'a pas abandonné ce projet, qu'il y a quelques camarades à l'Union qui sont prêts à le recevoir avec tous les égards dus à son rang.

Comme conclusion, nous dirons à ce personnage que l'heure des explications viendra un jour, que nous souhaitons prochain, où tous les Chanvin de la classe ouvrière auront à rendre compte de la trahison dont ils se sont rendus coupables envers la classe ouvrière organisée. Quelle que soit leur attitude à ce moment-là, nous nous souviendrons qu'ayant trahi une fois, ils n'attendraient que l'occasion favorable pour recommencer si nous n'y mettions le hôlà ! Révolutionnaires en temps de paix, quand il y a peu de risques à courir.

Voilà la tactique suivie par ces mauvais bergers.

Un Syndiqué.

VIENNE

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES DE FRANCE

Les membres du bureau de la S.S. des Institutrices et Instituteurs de la Vienne, réunis à cet eqet à la Bourse du travail de Poitiers, le 1er septembre 1917 :

Protestent énergiquement contre l'interdiction arbitraire du congrès de leur Fédération et expriment leur indignation devant les mesures de police dont les délégués, à ce congrès, ont eu à souffrir.

Protestent avec la même énergie contre la saisie des documents de la Fédération; saisie opérée chez la secrétaire, H. Brion, sans que les formalités légales aient été remplies et que décharge eût été donnée des documents emportés.

S'élèvent de toute leur conscience de citoyens d'un pays libre (?) contre les perquisitions faites au domicile de Mme Dufour, Mlle Jacques Ferrand, François et Marie Mayoux.

Protestent contre les poursuites judiciaires intentées à ces deux derniers, à leur fils âgé de douze ans, à Hélène Brion.

Expriment à tous les camarades frappés par l'arbitraire gouvernemental leur profonde sympathie ; invitent l'Amicale de la Vienne à faire entendre une semblable protestation.

Pour le Bureau et par ordre :

Le Secrétaire : A. Bouloux.

COMMUNICATION

JEUNESSES SYNDICALISTES. — Réunion tous les vendredis, 33, rue Grange-aux-Belles. — Causerie par un camarade.

ANGERS

LE GROUPE DES AMIS DE C. Q. F. D. organise une balade champêtre, sur les bords de la Loire, pour le dimanche 30 septmbre. Ils se trouveront au lieu dit « Grand-jan », à quatre heures et demie de l'après-midi. Les camarades sont priés d'apporter la nourriture nécessaire à chacun d'eux. Le train part à quatre heures de la place du Ralliement.

E. Hamelin.

AMIS DE C. Q. F. D. — Le groupe des Amis de C. Q. F. D. d'Angers et des environs adressent l'appel suivant :

Puisque vous lisez régulièrement C. Q. F. D., c'est que les idées qu'il développe et propage vous intéressent. Nul doute que vous ne vouliez adhérer au groupe des Amis, qui a pour but de soutenir C. Q. F. D., de propager les idées qu'il propage et de soutenir les victimes ou les familles des victimes.

Dans ce but, les adhérents s'imposent le versement de 0,30 par mois, dont la répartition est bien définie : 0,10 pour C. Q. F. D., 0,10 pour le comité de l'entr'aide aux détenus politiques, 0,10 pour faire venir soit des invendus, soit des petites brochures pour distribuer.

L'envoi aux œuvres ci-dessus aura lieu tous les trois mois.

Le camarade porteur de C. Q. F. D. pourra recevoir les adhésions et les cotisations. Il se tient à votre entière disposition.

Pour le Groupe :
Emile Hamelin.

LYON

COURS D'ESPERANTO. — Un cours d'espéranto s'ouvrira à l'école socialiste (129, rue Boileau) le jeudi 2 novembre, inscription : 2 francs.

LE NID ROUGE, groupe de chansonniers et d'éducation par la chanson. — Nous chantons pour le peuple, pour l'évolution, pour le progrès social, telle est notre devise ; elle contient en elle-même tout notre rêve, faire l'éducation musicale de la jeunesse, coopérer au relèvement moral de l'humanité par la saine chanson développant les sentiments de bonté, de solidarité, de fraternité.

Devant la main noire de la réaction, qui se tend pour se saisir du cerveau de cette jeunesse désemparée au milieu du chaos actuel, le devoir de tout militant est de soutenir par tous les moyens notre propagande de régénération.

Notre but pratique est d'abord de développer le goût musical par un cours de solfège pour tous, puis de former des chœurs enfantins, d'apprendre aux enfants de petites piécettes éducatives et morales, ceci pour les petits. Pour les grands, nous cherchons à amener à nous tous les camarades hommes ou femmes pouvant coopérer à notre œuvre par leur capacité de chanteur, musicien, ou de composition poétique.

Nous formerons ainsi une phalange artistique qui pourra se faire entendre dans les fêtes sociales de solidarité ou syndicales et propagera ainsi la saine et bonne chanson. Nous pensons que, comme nous, vous comprenez l'utilité d'une telle propagande et que votre devoir est d'y coopérer dans la mesure de vos moyens financiers.

Dans ce but, le Nid Rouge a créé pour tous ceux qui veulent soutenir son œuvre une carte de membre solidaire comportant une cotisation *minimum de* 1 fr. par mois, cette carte peut être prise au nom d'une organisation ou d'un nom personnel, elle donne droit à assister à nos répétitions générales et à un exemplaire de nos chansons (édition de propagande). Le cours de solfège commencera le 3 novembre.

Le siège du Nid Rouge est 20, rue Molière (2e cour au 2e), Lyon. Permanence et répétitions le samedi à partir de 20 heures.

ENTRE NOUS

UN CAMARADE du *Pioupou de l'Yonne*, prisonnier en Allemagne et sans famille, correspondrait avec plaisir avec un camarade ou une bonne compagne.

CAMARADE voudrait trouver une dactylographe pour faire quelques convocations.

CAMARADE placerait son garçon de treize ans chez un peintre décorateur.

CAMARADE achèterait lit de fer d'une personne.

CAMARADE voudrait acheter ou lire le *Satyricon* de Pétrone.

CAMARADE désire acheter d'occasion poêle forme cœur. S'adresser à Lamoureux, 23, rue du Caire, à Paris.

CAMARADE bureaucrate, mauvaises références, cherche emploi quelconque.

DEUX CAMARADES espagnols cherchent une place de typo. Ecrire, Parjimont Francisco, 17, rue Pierre-Nys.

CAMARADE désire correspondre avec camarade aimant les sciences.

CAMARADE achèterait la *Douleur Universelle*.

LE CAMARADE Pedro Salom envoie le bonjour à tous ses amis qui pourront lui écrire : Dominic s t 803 ½ Rome, à New-York.

ALZIR. — As-tu reçu ma tetrre ? — Henri.

P.-D. est demandé à la « Fraternelle ».

Tous les camarades espagnols sont priés de se rendre à la balade de dimanche.

SOUSCRIPTIONS

Erreur glissée dans la précédente liste : au lieu de Un groupe d'artilleurs de Puteaux, 18 francs, il faut lire : Un groupe d'outilleurs de Puteaux, 17, un anonyme, 1.

Un breton, 1 fr. — Une camarade, 0.30. — Louisette, 2.40. — Bussy, 1.00. — X., 1.00. — X., 1.00. — Pour la propagande de S. Faure, Longuet, Mistral et H. Fabre, en faveur de la paix, 5.00. — Pour acheter une médaille de gras-double à Hervé, 1.00. — Blanc, 2.00. — Roulin, 1.00. — Lucie et Marie (Courbevoie), 5.00. — Pour acheter un habit tricolore à Gugusse, 5.00. — Un copain italien, 0.65. — Un camarade, 1.00. — Solitaire, 1.00. — P. D., 3.05. — Pottier, 1.00. — Un copain, 0.45. — Esteveino, 2.00. — Un groupe de copains robinettiers réunis au Conseil le 6 septembre, 2.50. — Bresson, 1.45. — Syndicat des Terrassiers, 77.00. — X., 2.00. — Delubac, 0.50. — Rascle de Neuilly, 1.00 — En a mare, 0.25. — Un groupe d'amis du quartier Bellevue à Saint-Etienne, 12.50. — Tobler à Zurich, 2.00. — Liste Camoisson, 12.50. — Marceau : pour que les copains en fassent autant, 1.50. — Corneille, à Romans, 1.00. — Blanchon, à Montceau, 0.50. — Fabert, à Meaux, 0.50. — R. H., au Havre, 1.00. — Liste Fromenteau, à Bourges, 9.00. — Mogué, à Colombes, 5.00. — M. A. Malakoff, 5.00. — Marck, à Saint-Nazaire, 5.00. — Fibiani, à Izieux, 2.00. — Galy, à Cherbourg, 1.00. — Sugert, Nancy, 2.00. — Santereau, op., 2.00. — Op den Bergh, à Sainte-Adresse, 2.00. — Ristourne sur les bénéfices de la vente de journaux, deuxième trimestre: versé par la bibliothèque syndicale de la Montagne (Loire-Inférieure), 50.00. — Liste Prats, à Narbonne, 13.00. — Demandolx, à Ouarizane, 5.00. — Jules Perry, à Cénon 5.00. — Mariette, à Saint-Denis, 1.00. — Pour le réveil de la maison Otto, 2.00. — Pipart, à Lyon, 8.50. — Amour et fraternité, 1.50. — Quelques amis de l'usine Schneider, d'Harfleur, 30.00. — Trois antialcooliques de l'arsenal de Brest,3.50. — Liste Saurer, à Tours, 10.00. — Liste de Mme Meyer, 5.00. — Liste Dryburgh, à Calais, 15.00. — Reisser B. du T., à Montlucon, 20.00. — Mailiot, Paris, 1.00 — François Berne, polissonneur et Pleynet, 3.00.

Montant de la présente liste : 358.55. — Total des listes précédentes : 11.010,50. — Montant à ce jour : 11.369,05 fr.

Le gérant : Sébastien FAURE.

Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical.

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
123, rue Montmartre, Paris (2e)
Georges Dangon, *Imprimeur.*